

Chambre des Représentants

SESSION 1979-1980

3 MARS 1980

PROPOSITION DE LOI relative à la représentation de la population de langue allemande aux Chambres législatives

AVIS DU CONSEIL D'ETAT ⁽¹⁾

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 28 janvier 1980, d'une demande d'avis sur une proposition de loi « relative à la représentation de la population de langue allemande aux Chambres législatives », a donné, le 8 février 1980, l'avis suivant :

I. — Aux termes de ses développements, la proposition de loi tend à réunir pour les élections législatives les communes de la région de langue allemande en un arrondissement électoral distinct, dans le souci de garantir la représentation de la population de langue allemande au sein des Chambres législatives. Il est proposé à cet effet de diviser l'arrondissement administratif de Verviers en deux arrondissements électoraux dont l'un comprendrait les communes de langue allemande et aurait Eupen comme chef-lieu et l'autre comprendrait les communes restantes de l'arrondissement administratif de Verviers et conserverait Verviers comme chef-lieu.

II. — Les communes de la région de langue allemande visées à l'article 5 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative et réduites, par fusion, aux neuf communes mentionnées à l'article 1^{er} de la proposition, forment déjà, en tant que cantons électoraux d'Eupen et de Sankt-Vith (Saint-Vith), un district électoral distinct pour la désignation des membres du conseil provincial de la province de Liège (arrêté royal du 10 mars 1977) et une circonscription électorale distincte pour la désignation des membres élus directs, avec voix délibérative, du Conseil de la Communauté culturelle allemande (art. 7 de la loi du 10 juillet 1973 relative au Conseil de la Communauté culturelle allemande). La présente proposition n'ayant dès lors aucune incidence sur les élections précitées, il n'y a pas lieu, le cas échéant, d'adapter les dispositions qui se rapportent à cette matière.

III. — Conformément à l'article 48 de la Constitution, la loi règle, en ce qui concerne la Chambre des Représentants, la composition des collèges électoraux pour chaque province. Aux termes de l'article 53 de la Constitution, cette disposition s'applique également au Sénat.

Voir :

8 (S.E. 1979) :

— N° 1 : Proposition de loi.

⁽¹⁾ Cet avis a été demandé par M. le Président de la Chambre des Représentants.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1979-1980

3 MAART 1980

WETSVOORSTEL betreffende de vertegenwoordiging van de Duitstalige bevolking in de Wetgevende Kamers

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE ⁽¹⁾

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 28^e januari 1980 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een voorstel van wet « betreffende de vertegenwoordiging van de Duitstalige bevolking in de Wetgevende Kamers », heeft de 8^e februari 1980 het volgend advies gegeven :

I. — Naar luid van zijn toelichting strekt het voorstel van wet ertoe de gemeenten van het Duitse taalgebied voor de wetgevende verkiezingen samen te brengen in een afzonderlijk kiesarrondissement om aldus de vertegenwoordiging van de Duitstalige bevolking in de Wetgevende Kamers te waarborgen. Te dien einde wordt voorgesteld het administratief arrondissement Verviers in te delen in twee kiesarrondissementen waarvan het ene de gemeenten van het Duitse taalgebied omvat met als hoofdplaats Eupen, het andere de overblijvende gemeenten van het administratief arrondissement Verviers met behoud van Verviers als hoofdplaats.

II. — De gemeenten van het Duitse taalgebied, vermeld in artikel 5 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken en ingevolge samenvoeging herleid tot de negen gemeenten in artikel 1 van het wetsvoorstel vermeld, vormen reeds als kieskantons Eupen en Sankt-Vith een afzonderlijk kiesdistrict voor de aanwijzing van de leden van de provincieraad van de provincie Luik (koninklijk besluit van 10 maart 1977) en een afzonderlijke kiesomschrijving voor de aanwijzing van de rechtstreeks verkozenen, met beslissende stem, van de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap (art. 7 van de wet van 10 juli 1973 betreffende de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap). Het voorliggend wetsvoorstel heeft dan ook op die verkiezingen geen weerslag; de desbetreffende bepalingen behoeven, in voorkomend geval, geen aanpassing.

III. — Overeenkomstig artikel 48 van de Grondwet wordt, wat de Kamer van Volksvertegenwoordigers betreft, de samenstelling van de kiescolleges, voor elke provincie, door de wet geregeld. Naar luid van artikel 53 van de Grondwet is die bepaling ook op de Senaat van toepassing.

Zie :

8 (B.Z. 1979) :

— N° 1 : Wetsvoorstel.

⁽¹⁾ Dit advies werd gevraagd door de heer Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Si le Code électoral organise les élections législatives en se basant sur la division du pays en arrondissements administratifs (art. 87), ce n'est point là, cependant, une règle constitutionnelle; dans le respect bien entendu de la division du pays en provinces, il est loisible au législateur, pour régler les élections législatives en exécution de l'article 49, § 4, de la Constitution, révisé le 28 juillet 1971, de déterminer les arrondissements électoraux en se fondant sur un autre mode d'organisation ou, s'il existe des motifs objectifs et valables, en dérogeant aux règles organiques électorales existantes. Ainsi qu'il apparaîtra de la suite du présent avis, c'est ce dernier procédé qui, en l'occurrence, serait le plus simple.

On retiendra, pour le surplus, que la garantie d'une représentation de la région de langue allemande au sein des Chambres législatives n'est pas contraire à la règle de la représentation générale prévue par l'article 32 de la Constitution.

IV. — Sauf à envisager la création d'un nouvel arrondissement administratif coïncidant avec l'arrondissement électoral projeté d'Eupen, la proposition de loi appelle un aménagement des lois électorales. Il suffirait que la proposition de loi dispose expressément que la création de l'arrondissement électoral se fasse par dérogation à l'article 87 du Code électoral.

V. — Il va de soi que la création d'un arrondissement électoral requiert une révision de la répartition des membres de la Chambre des Représentants et des Sénateurs entre les arrondissements électoraux.

Aux termes de l'article 49, § 2, de la Constitution, chaque arrondissement électoral compte autant de sièges que le chiffre de sa population contient de fois le diviseur national, obtenu en divisant le chiffre de la population du Royaume par 212. Les sièges restants sont attribués aux arrondissements électoraux ayant le plus grand excédent de population non encore représenté. En vertu des dispositions du § 3 de l'article 49 précité, il appartient au Roi de fixer la répartition des membres de la Chambre des Représentants entre les arrondissements en la mettant en rapport avec la population telle qu'elle ressort du dernier recensement décennal. La répartition des membres de la Chambre des Représentants entre les arrondissements électoraux est actuellement déterminée sur la base du recensement dont les résultats ont été publiés au *Moniteur belge* du 31 décembre 1970, par un arrêté royal du 1^{er} décembre 1972.

La répartition des Sénateurs entre les arrondissements électoraux a été établie par la loi du 19 juillet 1973 selon les mêmes règles, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Constitution.

Il ne serait toutefois pas nécessaire de modifier la loi du 19 juillet 1973 et l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1972 si le texte de la proposition était complété par une disposition en vertu de laquelle le nouveau régime relatif à la création de l'arrondissement électoral d'Eupen ne produirait ses effets qu'à la prochaine application de la règle d'habilitation portée par l'article 49, § 3, de la Constitution.

VI. — Eu égard à la recommandation faite au IV et à l'observation formulée au V du présent avis, le texte de la proposition de loi pourrait s'établir comme suit :

« Article 1. — Par dérogation à l'article 87 du Code électoral, les communes de la région de langue allemande forment un arrondissement électoral dont le chef-lieu est établi à Eupen.

» Art. 2. — La présente loi prendra effet à la prochaine application de l'article 49, § 3, premier alinéa, de la Constitution. »

VII. — Enfin, la création d'un arrondissement électoral d'Eupen distinct exigerait l'adaptation des dispositions de l'article 1, § 1, 1^o, et § 2, 1^o, de la loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques et portant diverses dispositions relatives aux Conseils culturels pour la Communauté culturelle française et pour la Communauté culturelle néerlandaise. A cet effet, il y aurait lieu de compléter le texte de la proposition de loi par une disposition modificative, conformément à la décision qui serait prise en la matière.

La chambre était composée de

MM. :

A. MAST, *premier président*;
H. COREMANS,
A. VANDER STICHELE, *conseillers d'Etat*;
J. DE MEYER,
F. DE KEMPENEER, *assesseurs de la section de législation*;

M^{me} :

M. BENARD, *greffier*.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANDER STICHELE.

Le rapport a été présenté par M. J. DE COENE, auditeur.

Le Greffier,

(s.) M. BENARD.

Le Président,

(s.) A. MAST.

Nu is het wel zo dat het Kieswetboek de wetgevende verkiezingen organiseert vertrekkende vanuit 's Lands inrichting in administratieve arrondissementen (art. 87). Dat is evenwel geen grondwetsregel; het staat de wetgever vrij, uiteraard met eerbiediging van de provinciale indeling, om ter organisatie van de wetgevende verkiezingen, in uitvoering van het bepaalde in artikel 49, § 4, van de Grondwet, herzien op 28 juli 1971, voor het bepalen van de kiesarrondissementen van een andere inrichting uit te gaan of, zo er toe objectieve en geldige redenen zijn, van de bestaande verkiezingsorganisatieregelen af te wijken, wat, zoals uit het verder advies mag blijken, in onderhavig geval de meest eenvoudige weg zou zijn.

Zorgvuldigheidshalve kan nog worden opgemerkt dat een gewaarborgde vertegenwoordiging van het Duitse taalgebied in de Wetgevende Kamers evenmin in strijd is met de algemene vertegenwoordigingsverplichting bedoeld in artikel 32 van de Grondwet.

IV. — Tenzij mocht besloten worden tot de oprichting van een nieuw administratief arrondissement dat met het beoogde kiesarrondissement Eupen zou samenvallen, geeft het wetsvoorstel aanleiding tot een tekst-aanpassing van de kieswetten. Het kan volstaan in het wetsvoorstel uitdrukkelijk te stellen dat de oprichting van het kiesarrondissement geschiedt bij afwijking van artikel 87 van het Kieswetboek.

V. — Uiteraard geeft de oprichting van een nieuw kiesarrondissement aanleiding tot een herziening van de indeling van de Kamerleden en de Senatoren over de kiesarrondissementen.

Volgens artikel 49, § 2, van de Grondwet dient elk kiesarrondissement zoveel keren een Kamerzetel te tellen als de nationale deler in het cijfer van de bevolking van het arrondissement begrepen is, de nationale deler bekomen zijnde door het bevolkingscijfer van het Rijk door 212 te delen. De overblijvende zetels worden toegewezen aan de kiesarrondissementen met het grootste nog niet vertegenwoordigd bevolkingsoverschot. Overeenkomstig het bepaalde in § 3 van genoemd artikel 49 komt het de Koning toe de verdeling van de Kamerleden over de kiesarrondissementen vast te stellen, in verhouding tot de bevolking zoals die uit de laatste tienjaarlijkse volkstelling blijkt. Aan de hand van de uitslag van de volkstelling die in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1970 is bekendgemaakt, is de indeling van de Kamerleden over de kiesarrondissementen thans bepaald bij een koninklijk besluit van 1 december 1972.

De indeling van de Senatoren over de kiesarrondissementen is overeenkomstig dezelfde regels, met inachtneming van het bepaalde in artikel 54 van de Grondwet, bij de wet van 19 juli 1973 vastgesteld.

Een wijziging van de wet van 19 juli 1973 en van het koninklijk besluit van 1 december 1972 zou evenwel niet vereist zijn zo de tekst van het wetsvoorstel wordt aangevuld met een bepaling naar luid waarvan de nieuwe regeling inzake de oprichting van het kiesarrondissement Eupen pas uitwerking zou hebben bij de eerstvolgende toepassing van de opdrachtsregel die in artikel 49, § 3, van de Grondwet is vervat.

VI. — Rekening houdende met de aanbeveling onder IV van dit advies en in de lijn van de opmerking onder V van dit advies, zou de tekst van het wetsvoorstel kunnen gesteld worden als volgt :

« Artikel 1. — In afwijking van artikel 87 van het Kieswetboek vormen de gemeenten van het Duitse taalgebied een afzonderlijk kiesarrondissement met Eupen als hoofdplaats.

» Artikel 2. — Deze wet zal uitwerking hebben bij de eerstvolgende toepassing van artikel 49, § 3, eerste lid, van de Grondwet. »

VII. — Ten slotte zou de oprichting van een afzonderlijk kiesarrondissement Eupen nog een aanpassing vergen van het bepaalde in artikel 1, § 1, 1^o, en § 2, 1^o, van de wet van 3 juli 1971 tot indeling van de leden van de Wetgevende Kamers in taalgroepen en houdende diverse bepalingen betreffende de Cultuurraden voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap en voor de Franse Cultuurgemeenschap. De tekst van het wetsvoorstel zou daartoe met een wijzigende bepaling dienen te worden aangevuld, overeenkomstig de beslissing die ter zake zou worden genomen.

De kamer was samengesteld uit

de HH. :

A. MAST, *eerste voorzitter*;
H. COREMANS,
A. VANDER STICHELE, *staatsraden*;
J. DE MEYER,
F. DE KEMPENEER, *bijzitters van de afdeling wetgeving*;

Mevr. :

M. BENARD, *griffier*.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANDER STICHELE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. DE COENE, auditeur.

De Griffier,

(get.) M. BENARD.

De Voorzitter,

(get.) A. MAST.